Les buts: *des réformes fondamentales et constructives*

Priorité aux dépenses de vie, de prospérité, de civilisation

- **ENSEIGNEMENT, INSTRUCTION PROFESSIONNELLE ET CULTURE**

  La jeunesse de la France — le tiers de sa population — doit être instruite, préparée aux métiers, aux fonctions de demain, sur la base d'une démocratisation réelle et non simulée : **un grand Ministère de l'Education Nationale pourvu des crédits qu'il faut, doit en être le responsable permanent devant le Pays.**

- **HABITAT : Création d'un Service National** capable de loger les Français et de juguler les scandales de la construction immobilière en France.

- **SANTE** : des moyens puissants et décisifs pour que le réseau hospitalier — indigent dans tous les secteurs — cesse d'être notre honte commune.

- **SOLIDARITE DES GENERATIONS** : respect des droits des Anciens Combattants ; — des allocations décentes et non des aumônes aux personnes âgées comme aux handicapés physiques.

  Pour dégager les crédits nécessaires : **arrêt de la force de frappe - Arrêt des dépenses dites de prestige.**

- **POLITIQUE ECONOMIQUE** : pour combattre le chômage et les licenciements et réaliser le plein emploi : **Il faut la planification démocratique et continue.**

  Investissements, Equipement, Modernisation, conception et contrôle du Plan, doivent cesser d'être l'affaire de technocrates au service du grand capitalisme genre Bloch-Dassault pour appartenir au Parlement, aux assemblées régionales à élire (et non à nommer par le pouvoir), aux élus locaux, aux forces syndicales.

- **POLITIQUE INTERNATIONALE** : elle réclame une action inspirée non par le nationalisme et la pseudo-grandeur mais par **l'esprit de coopération au sein de l'O.N.U.**; anti-soviétisme et anti-américanisme sont également négatifs, périlleux et absurdes.

  Dans l'immédiat : Entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, première étape sur le chemin de l'Europe intégrée ; — refus de « l'Europe des Etats » style 1815 prônée par De Gaulle ; — signature du Traité de Moscou contre les explosions atomiques.



Jean BINOT
né à Fleury-sur-Andelle
Ancien député
Candidat

Telles sont les lignes de force du Programme que nous proposons à votre réflexion. Tel est notre engagement moral et politique

votre bulletin de vote sera votre réponse



Henri BONNEL
Constructeur de machines agricoles
Maire du Neubourg
Suppléant

SAE-DEP - Imp. Gutenberg, Louviers

Vu : les candidats

« A mes Amis, à mes Concitoyens de la Circonscription de Louviers,

Je demande affectueusement d'exprimer leur estime et leur confiance à Jean BINOT *et à* Henri BONNEL, *candidats des Forces de Gauche Unies.*

Jean Binot *et* Henri Bonnel *ont toujours été à mes côtés dans les combats du passé. C'est aujourd'hui le même effort qui continue, et qu'ils continuent avec la même ténacité et le même courage. J'espère qu'ils feront prévaloir, contre le pouvoir personnel, les principes de la République, que j'y ai si souvent défendus moi-même. »*

Pierre MENDES FRANCE.

Candidats du **Parti Socialiste Unifié** (P.S.U.) présentés avec l'appui de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, nous sommes restés fidèles à la lettre et à l'esprit de notre profession de foi du 18 novembre 1962.

Le régime, dénoncé par nous dès 58, apparaît en pleine lumière tel qu'il est : **UNE MONARCHIE** de fait où le chef de l'Etat détient tous les pouvoirs, ne tolère **AUCUN CONTROLE** réel du parlement, exige la **SOUMISSION DES FRANÇAIS** à sa personne par l'intermédiaire de « ses » députés et de « ses » ministres, porte-parole et exécuteurs dociles de « ses » volontés. Son intervention directe dans la campagne électorale, le 9 février au soir, en est la preuve éclatante, les déclarations de Pompidou l'indiscutable confirmation : **Quel Français peut admettre qu'on le méprise ainsi dans sa dignité, qu'on le violente dans sa conscience ?**

L'élection législative ne doit pas être un référendum déguisé, encore moins une approbation escroquée par le pouvoir autoritaire : elle doit exprimer le libre choix des citoyens hors de tout chantage et de toute contrainte.

C'est au Pays républicain d'orienter son avenir sur la base d'un contrat honnête et clair passé entre lui et ses représentants à l'Assemblée Nationale.

Comme en 62 nous proposons à nos concitoyens de nous engager sur un programme de rénovation, de justice et de progrès

Les moyens : *ceux d'une démocratie efficace et vivante*

Un contrat de législature entre le gouvernement et la majorité dont il doit être l'expression directe, la dissolution permettant, s'il se produit un désaccord, **d'en appeler au corps électoral qui est le seul souverain.**

- La suppression de l'article 16 de la Constitution doit être décidée.

Une information impartiale, et non plus la propagande éhontée par la télévision et la radio dont le gaullisme a fait son monopole.

- La révision totale du statut de l'O.R.T.F. doit être ordonnée.

Le respect et la défense des libertés publiques : liberté d'expression et de réunion - libre exercice des droits syndicaux.

- L'indépendance des magistrats vis-à-vis du pouvoir, garantie première due à tout justiciable, doit être effectivement rétablie.